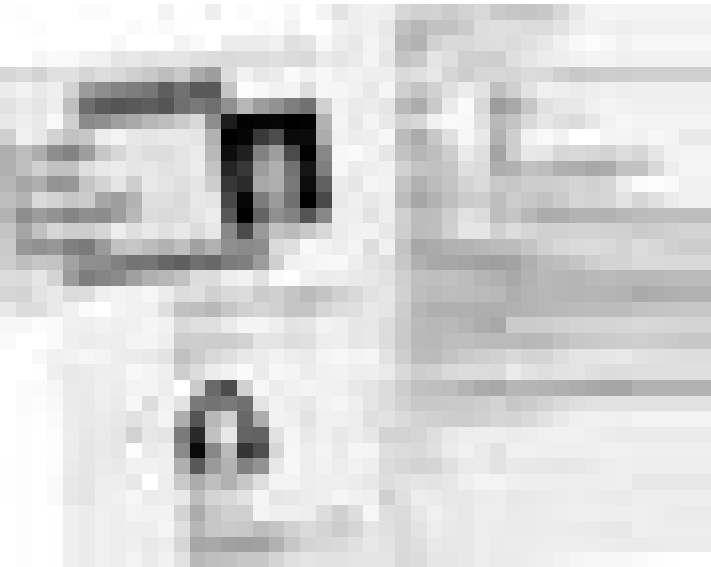


TRIBUNE LIBRE

La Bureaucratie, l'Etat de Droit et le Désespoir



Sous ce rapport, il importe de signaler que les autorités turques, tout en alléguant les pires crimes de sang à charge de Zübeyde Ersöz, n'ont pas ouvert d'instruction à son encontre au titre de tels crimes de sang. L'instruction ouverte en Turquie contre Zübeyde Ersöz l'a, d'après le libellé même de la demande d'extradition, été pour violation de l'article 125 du Code Pénal turc qui sanctionne de l'emprisonnement à perpétuité, *"Quiconque commet un acte tendant à soumettre l'Etat ou une partie de l'Etat à la domination d'un Etat étranger, à amoindrir son indépendance, à altérer son unité, ou tendant à soustraire une partie du territoire à l'administration de l'Etat."* Pour qui sait lire, il apparaît aussitôt que cette infraction peut exister indépendamment des moyens mis en oeuvre, et en particulier en l'absence même de toute action violente de nature terroriste.

Indépendamment pourtant de l'issue que connaîtra la procédure d'extradition actuellement en cours, l'affaire de Zübeyde Ersöz est d'ores et déjà porteuse d'enseignements affligeants du côté luxembourgeois. Elle montre à quel point le zèle avec lequel nos autorités se (com)plaisent à mal-traiter les dossiers dont elles ont la charge et les personnes que ces dossiers concernent, n'a de commune mesure qu'avec la paresse et la mauvaise volonté dont elles font preuve quand il s'agit de redresser ces er-

reurs et errements. Sans prétendre au statut de théoricien de l'action administrative, je dirai qu'on se trouve, ici, confronté à une sorte de principe de précaution appliqué contre l'administré et que le facteur moteur en la matière est celui de la lâcheté bureaucratique. Ceux qui se sentiront concernés, diront peut-être leur "consternation" devant un propos qu'ils jugeront insolent, sinon insultant et ils affirmeront qu'entre gens de bonne compagnie il faut "calme garder". Le problème est justement que pendant qu'eux gardent leur calme bureaucratique, ce sont les autres qui sont au trou, ou autrement dans le désarroi. Car des deux ministres concernés par l'affaire de Zübeyde Ersöz, aucun n'a - bien sûr - eu la curiosité d'aller rencontrer celle-ci dans sa cellule pour pouvoir mieux "sentir" son désarroi - un temps affiché par le biais d'une grève de la faim - devant une situation qu'elle taxe comme relevant à la fois d'une totale injustice et d'un bureaucratisme kafkaïen. Il est vrai que sur un bureau ministériel, une photo remémorant une poignée de main avec Condoleezza Rice pèse de loin plus lourd que celle d'une rencontre avec Zübeyde Ersöz dans un parloir défriché et mal aéré du Centre Pénitentiaire de Schrassig !!

En l'occurrence, deux ministères sont concernés: celui de la Justice et celui des Affaires étrangères.

Les forces de l'ordre et l'administration pénitentiaire, relevant tous deux du ministère de la Justice, ont été prompts à appliquer à Zübeyde Ersöz un traitement de grande criminelle: isolation carcérale, fouilles corporelles systématiques, transferts en régime de haute sécurité (menottage aux pieds et

aux mains). Particulièrement prompt à invoquer les "exigences de l'Etat de Droit" quand il s'agit d'expliquer qu'il est juridiquement dans l'impossibilité de libérer Zübeyde Ersöz en attendant l'issue de la procédure d'extradition, le ministre de la Justice et les services dont il a la responsabilité semblent ignorer que la présomption d'innocence, le principe de proportionnalité et l'exigence d'un traitement digne figurent parmi les tous premiers piliers de l'Etat de Droit. En l'occurrence, en effet, ce n'est que la mobilisation d'une partie du public et de la presse qui a abouti à mettre fin au traitement indigne et totalement disproportionné dont Zübeyde Ersöz faisait l'objet. Et les rudiments de l'Etat de Droit, le ministre de la Justice les ignore encore quand il ne donne pas suite aux demandes réitérées qui lui ont été adressées pour obtenir accès à tous les éléments du dossier d'extradition et en particulier à une demande d'informations supplémentaires apparemment adressée aux autorités turques.

Faut-il en conclure que dans ce pays de cocagne seule l'immolation par le feu et la grève de la faim permettent de faire avancer les dossiers qui ne sont pas du goût de nos autorités?

Quoi de plus affligeant que de devoir rappeler à ceux qui ont la Justice en charge, que l'Etat de Droit, ce n'est pas d'abord la rigueur de la loi appliquée contre les individus, mais avant tout la protection des individus contre l'arbitraire et l'excès de rigueur et de zèle des autorités de l'Etat.

Malheureusement, les choses ne sont pas moins lamentables du côté de l'autre ministère principalement concerné par le cas de Zübeyde Ersöz, à savoir celui des Affaires étrangères.

Celui-ci n'a pas éprouvé la moindre difficulté à exclure Zübeyde Ersöz de toute procédure d'asile le jour-même de la présentation de sa demande. A cet effet, il s'est référé simplement aux allégations faites à l'encontre de Zübeyde Ersöz par les autorités turques, sans se préoccuper le moins du monde de la preuve de ces reproches. Quoi de plus aisé que de dire "NON" avec célérité et diligence?!

Alors que la décision prise le 15 février 2006 par le ministre des Affaires étrangères était juridiquement indéfendable, ce n'est qu'au prix de multiples interventions - et notamment de celles du médiateur, Monsieur Marc Fischbach, et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés - que le ministre a, après près de deux mois (à ce stade, la rapidité n'était décidément plus de mise), consenti à revenir sur sa décision en faisant savoir qu'*"après avoir procédé à l'examen des pièces déposées par la requérante, j'ai décidé de (...) procéder à la reprise*

de l'examen de la demande d'asile (de Zübeyde Ersöz)."

Encore faut-il mettre en musique cette annonce publique - officiellement relayée par le Service Information et Presse du gouvernement.

Ainsi, près de trois semaines se sont écoulées entre le communiqué de presse du ministre des Affaires étrangères et une première audition de Zübeyde Ersöz par un agent du ministère. Faute pour cette audition d'avoir pu se faire d'un trait - le Centre Pénitentiaire ferme ses portes au "public" dès 17:00 heures - une poursuite de l'audition est nécessaire. Initialement envisagée pour la semaine du 2 au 6 mai, sa date effective s'est vite retrouvée entre les mains du bon Dieu qui - en l'occurrence - a un statut de fonctionnaire. En effet, à sa demande de voir la deuxième audition se réaliser "sans retard injustifié" (que d'indécence et d'insolence dans une telle demande!), le soussigné s'est vu adresser une réponse merveilleusement libellée comme suit: *"Maître, j'ai l'honneur de me référer à votre courrier du 4 mai 2006 concernant la demande d'asile de Madame Zübeyde Ersöz. Je vous rappelle (sic!) qu'il appartient aux autorités en charge de l'instruction des demandes d'asile de fixer les dates des auditions en tenant compte des disponibilités des agents en charge du dossier. Je vous prie, Maître, de croire en l'expression de ma considération distinguée."*! Réponse d'autant plus absurde que le lendemain, le même ministère faisait savoir qu'une audition supplémentaire allait avoir lieu le 12 mai 2006 ! A quoi bon, alors, ces démonstrations de force bureaucratique cruellement dédaigneuses de la personne concernée.

A la mi-avril 2006, Zübeyde Ersöz avait entamé une grève de la faim pour protester contre le traitement à tous égards intolérable dont elle faisait l'objet au Luxembourg, pays dans lequel elle était venu chercher l'asile politique. Cette grève de la faim et le risque de réputation qu'elle comportait pour les autorités luxembourgeoises a contribué à faire bouger les choses: normalisation du régime carcéral; visite d'une délégation de magistrats au Centre Pénitentiaire; activation des procédures administratives.

C'est par référence à ce changement de comportement et aux multiples soutiens dont elle a pu bénéficier que Zübeyde Ersöz a mis un terme à sa grève de la faim. In n'en aura pas fallu plus pour que les autorités compétentes retombent dans une léthargie bureaucratique caricaturale et insolente.

Faut-il en conclure que dans ce pays de cocagne seule l'immolation par le feu et la grève de la faim permettent de faire avancer les dossiers qui ne sont pas du goût de nos autorités? S'il fallait choisir, la culture du "bakchich" serait presque préférable.

Marc Elvinger (9.5.2006)

Comité de Défense de Zübeyde Ersöz Deuxième pétition

Appel

à M. Luc Frieden, ministre de la Justice,
M. Jean Asselborn, ministre des Affaires Etrangères,
et M. Jean-Claude Juncker, chef du Gouvernement

Le comité de défense de la journaliste kurde emprisonnée Zübeyde Ersöz, qui s'est constitué le 20 avril 2006 et qui a lancé une pétition publique signée entretemps par plus de 400 personnes au Luxembourg, s'adresse désormais par voie de courrier à M. Luc Frieden, ministre de la Justice, M. Jean Asselborn, ministre des Affaires Etrangères, et M. Jean-Claude Juncker, chef du Gouvernement, afin d'intervenir en faveur de l'examen de fond du dossier de Madame Ersöz, du respect de la présomption d'innocence, de la libération et de l'attribution du droit d'asile à la journaliste au Luxembourg. Satisfaits que l'engagement du comité ait abouti à ce que Madame Ersöz ait arrêté la grève de la faim, les signataires du présent appel soutiennent les revendications suivantes du comité à destination des ministres compétents en la matière. Dans le cadre du courrier qui est adressé aux ministres, le comité de défense revendique en effet que Madame Ersöz ne soit pas extradée vers un pays qui pratique encore couramment la torture, qui recourt aux exécutions sommaires, qui pourchasse tout dissident politique en lui accolant l'étiquette de terroriste, et qui est loin d'être une démocratie. La Turquie a en effet été condamnée pour violation des droits de l'Homme, actes de torture, procès partiaux, et dans bon nombre de ces affaires, des aveux préparés à l'avance par les autorités ont été extorqués durant des gardes à vue. Dans le cas de Madame Ersöz, des aveux extorqués à des personnes sous la torture et révoqués par la suite se sont trouvés à la base de sa désignation comme "terroriste" et du mandat d'arrêt d'Interpol.

La demande d'extradition de la Turquie ne se fonde donc que sur des déclarations préparées soigneusement par les autorités turques dans le but d'enfermer des intellectuels et des dissidents kurdes. L'article 3, points 1. et 2. de la Convention européenne d'extradition et l'article 4, paragraphes 1) et 2) de la loi luxembourgeoise du 20 juin 2001 sur l'extradition stipulent:

"1. L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction. 2. La même règle s'appliquera si la Partie requise a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition motivée par une infraction de droit commun a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir un individu pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cet individu risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons."

Pour toutes ces raisons, les signataires demandent la bonne volonté des autorités compétentes dans le cas de Madame Ersöz, qui devrait être immédiatement remise en liberté, alors que la Turquie use arbitrairement du mécanisme d'Interpol et de la Convention européenne d'extradition pour mener à distance sa politique de répression des opposants au régime politique en vigueur. La situation politique actuelle en Turquie et celle des droits de l'Homme font en effet craindre le pire pour une réfugiée kurde. La vie de Zübeyde Ersöz, dont on sait que la sœur et le frère ont déjà été assassinés, est en grand danger au cas où elle serait extradée. Au nom de la dignité humaine et du respect des principes les plus élémentaires d'un Etat de droit, notamment le droit inaliénable à l'intégrité physique, les signataires demandent aux autorités compétentes de refuser l'extradition de Zübeyde Ersöz, de lui accorder l'asile politique et de la libérer immédiatement.

Les personnes qui désirent signer cette 2e pétition peuvent renvoyer leur copie au Comité de Défense de Zübeyde Ersöz p.a.: LIDIA, boîte postale 818, L-2018 Luxembourg. Elles peuvent aussi la signer lors du stand d'information que le comité tient ce samedi 20 mai, entre 9h et 12h, puis entre 14h et 16h, dans la Grand-rue de Luxembourg-ville, près du Roude Pêtz.